

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 991^e
SÉANCE

Mercredi 24 novembre 1965,
à 15 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Hommage à la mémoire de Son Altesse Abdulla
Al-Salem Al-Sabah, émir de l'Etat du Koweït. 229

Points 40 et 41 de l'ordre du jour:

Action dans le domaine du développement in-
dustriel (suite):

a) Rapports du Comité du développement in-
dustriel sur ses quatrième et cinquième
sessions; 229

b) Rapport du Secrétaire général.

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans
la formation du personnel technique national
en vue de l'industrialisation accélérée des
pays en voie de développement (suite)

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

Hommage à la mémoire de Son Altesse Abdulla
Al-Salem Al-Sabah, émir de l'Etat du Koweït

Sur la proposition du Président, les membres de la
Commission observent une minute de silence en hom-
mage à la mémoire de Son Altesse Abdulla Al-Salem
Al-Sabah, émir de l'Etat du Koweït.

POINTS 40 ET 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel
(suite) [A/5775 et Add.1, A/5835, A/6070, A/6092;
E/3921 et Add.1 à 3; A/C.2/L.794, L.805 et Add.1,
L.809];

a) Rapports du Comité du développement industriel
sur ses quatrième et cinquième sessions (E/3869,
E/4065);

b) Rapport du Secrétaire général (A/5826, A/6091)

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la for-
mation du personnel technique national en vue de
l'industrialisation accélérée des pays en voie de
développement (suite) [A/6093; E/3901 et Add.1 et 2;
A/C.2/L.818 et Add.1]

1. M. TEMBOURY (Espagne) dit qu'en réponse à
l'appel adressé aux pays industrialisés, dont le sien,
par le représentant du Pérou (988^{ème} séance), la
délégation de l'Espagne est heureuse de se joindre
aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.805.

2. M. RENAUD (France) déclare que tous s'accordent
à reconnaître le rôle capital de l'industrialisation
pour les pays en voie de développement. La Commis-
sion doit voir maintenant comment on peut, pratique-
ment, utiliser au mieux les ressources disponibles à
cet égard. Elle devra s'efforcer d'éviter les géné-
ralités et s'attacher à la manière d'aider les pays

en voie de développement à préparer des projets in-
dustriels qui pourront s'intégrer dans leurs écono-
mies nationales et donner les meilleurs résultats
possibles sur les plans national et international. La
première étape de ce travail sera d'envoyer des
missions des Nations Unies étudier la situation sur
place afin de s'assurer que tel ou tel projet est
réalisable. On aidera les pays bénéficiaires à choisir,
parmi un certain nombre de possibilités, celles qui
conviennent le mieux aux activités de préinvestis-
sement et l'on posera ainsi les fondements de l'investis-
sement public et privé. Cela s'applique à tous les
secteurs de l'économie; l'industrialisation n'y fait pas
exception. Les organisations en mesure d'apporter
leur concours existent déjà, à savoir le Fonds spécial,
le Programme élargi d'assistance technique et les or-
ganismes financiers internationaux. Cela étant, il con-
vient de mettre au point une procédure pour orienter
plus particulièrement les activités de ces organi-
sations vers le domaine de l'industrialisation.

3. Le Centre de développement industriel doit natu-
rellement être l'organe chargé de l'exécution pour les
activités industrielles du nouveau Programme des
Nations Unies pour le développement. A cette fin, le
Commissaire au développement industriel doit dispo-
ser des ressources nécessaires et le Centre doit
adapter ses méthodes à celles du Programme élargi
et du Fonds spécial. Cela ne veut pas dire que les
autres institutions spécialisées — entre autres l'OIT,
et dans des limites bien déterminées la FAO — seront
tenues à l'écart, mais le Centre jouera le rôle prin-
cipal dans l'exécution des projets de développement
industriel préparés par les organismes d'assistance
technique des Nations Unies. En même temps, le
Commissaire devra utiliser pleinement les contri-
butions volontaires; à cet égard, M. Renaud déclare
qu'il approuve les propositions faites par le Secré-
taire général aux paragraphes 15 et 16 de son rapport
(A/6070). Peut-être la liste des services industriels
spéciaux figurant au paragraphe 10 de ce rapport est-
elle trop longue et risque-t-elle d'entraîner une dis-
persion des efforts. La délégation française préfé-
rerait que les services spéciaux soient organisés
suivant un programme précis établi à l'avance à
partir de principes bien définis, ce qui permettrait
d'éviter des improvisations malencontreuses. A cet
égard, il paraît regrettable que le rapport du Secré-
taire général n'ait pas mentionné l'importance de la
planification dans le développement industriel des pays
peu développés. Il faudra faire également une distinc-
tion très nette entre les fonctions respectives du Con-
seil d'administration du Programme des Nations Unies
pour le développement et du Comité du développement
industriel: le premier devra juger chaque projet selon
ses mérites tandis que le second devra continuer de

fixer la politique générale du Centre. Le Comité du développement industriel doit être composé d'experts industriels.

4. Passant ensuite à la question des ressources, M. Renaud fait remarquer que le budget du Centre a été augmenté et qu'il recrute actuellement du personnel supplémentaire. Le représentant de la France rappelle que, à sa quatrième session, le Comité du développement industriel a adopté un projet de résolution qui est devenu la résolution 1030 A (XXXVII) du Conseil économique et social, priant le Secrétaire général de rappeler aux gouvernements qu'il est autorisé à recevoir des contributions volontaires à des fins particulières et de leur faire savoir que des contributions volontaires de cette nature peuvent être versées en vue d'activités dans le domaine du développement industriel. M. Renaud se demande si cette proposition est encore valable ou si elle a été abandonnée. Il semble, de toute façon, que les gouvernements peuvent faire des dons s'ils le désirent.

5. La délégation française fait des réserves au sujet des deux projets de résolution soumis à la Commission. D'une part, le projet A/C.2/L.809 contient certains points obscurs ainsi que des contradictions qu'il convient d'éclaircir. D'autre part, la délégation française comprend fort bien les objectifs du projet A/C.2/L.805, mais elle ne voit pas pourquoi il faudrait constituer un nouveau comité préparatoire formé de 32 Etats Membres pour étudier la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel alors que le Comité du développement industriel, qui se compose de 30 membres, est parfaitement en mesure de s'acquitter de cette tâche en continuant, comme par le passé, à constituer deux groupes de travail dont l'un peut traiter des problèmes d'organisation. Les auteurs de ce projet doivent également expliquer clairement quel genre d'"organisme" ils désirent créer. Les deux textes présentés laissent entrevoir des possibilités d'accord, à condition toutefois que la Commission se souvienne que son rôle principal est d'accroître l'efficacité et d'améliorer l'organisation de l'industrialisation dans les pays en voie de développement. Le représentant de la France est convaincu que si elle garde ce but présent à l'esprit la Commission trouvera une solution acceptable et pratique.

6. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que son gouvernement, voyant dans l'industrialisation la clef du progrès économique rapide des pays en voie de développement, a toujours eu pour principe d'aider, sur une grande échelle, ces pays à créer une industrie lourde et à former des cadres spécialisés. Les projets de construction industriels dont l'URSS a entrepris l'exécution en Asie et en Afrique ont déjà accru de 6 100 000 tonnes la production totale d'acier, de 8 600 000 tonnes la production de pétrole et la puissance installée de 4 700 000 kW.

7. Les plans visant à renforcer le Centre de développement industriel montrent que les Nations Unies prennent de plus en plus conscience de l'importance de l'industrialisation. Le but essentiel demeure toujours de créer, dans chaque pays en voie de développement, des industries nationales viables en fonction des ressources naturelles et de la main-d'œuvre

disponibles dans le pays. L'aide à l'industrialisation devra, à l'avenir, avoir pour but de mettre ces pays en mesure de transformer eux-mêmes les matières premières et les produits alimentaires qui constituent leurs principales exportations. Cela leur permettrait de moins dépendre des importations et d'accroître leurs réserves de devises.

8. L'étude des aspects commerciaux du développement étant désormais du ressort de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les travaux du Conseil économique et social, et du Comité du développement industriel en particulier, dans le domaine du développement industriel revêtent une grande importance. En traçant la politique à suivre, le Comité devra accorder plus d'attention à l'importance du secteur public dans la planification économique et devra tirer tout le parti possible de l'aide que peuvent lui apporter les services de programmation et de planification du Conseil. Il devra, par ailleurs, encourager le Centre de développement industriel à réunir et à répandre des renseignements sur le rôle du secteur public dans la planification.

9. Les colloques régionaux et le colloque international prévus par le Centre seront fort utiles à tous les pays qui s'efforcent d'atteindre un rythme de développement économique rapide. Il est important, toutefois, de s'assurer que les sujets d'étude de ces réunions sont bien les problèmes fondamentaux du développement: la coopération régionale, la mobilisation des ressources nationales et l'emploi des nouvelles techniques. Si le Centre doit se charger de la préparation des réunions internationales, c'est le Programme des Nations Unies pour le développement qui doit couvrir les dépenses, comme cela a été fait auparavant par le Programme élargi d'assistance technique. Si l'on décide, par ailleurs, de convertir le Centre de développement industriel en une institution spécialisée, le budget de celle-ci ne devra couvrir que ses dépenses d'administration et c'est par le Programme des Nations Unies pour le développement — autrement dit, par les contributions volontaires — que devront être financées ses dépenses opérationnelles.

10. La délégation de l'URSS partage l'avis exprimé par le Comité administratif de coordination dans son trente et unième rapport (E/4029, par. 43 et 44), où il souligne que, si une nouvelle institution était créée, il serait souhaitable de faire figurer dans ses statuts des dispositions tendant à éviter le chevauchement des services et à assurer que l'on fera le nécessaire pour coordonner les activités de toutes les organisations intéressées.

11. La délégation soviétique ne voit pas la nécessité de verser de nouvelles contributions volontaires pour couvrir le coût des "services industriels spéciaux" dont il est question au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.809. Le paragraphe 6 du dispositif recommande d'augmenter la part des ressources du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement consacrée aux activités dans le domaine du développement industriel, et il semble que rien n'empêche de financer ces services spéciaux en leur affectant une fraction déterminée des fonds du Programme, comme il est suggéré au paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général sur cette question

(A/6070). Toutefois, la délégation soviétique ne votera pas contre le projet de résolution et elle appuiera certains de ces paragraphes s'ils sont mis aux voix séparément.

12. M. HOVEYDA (Iran) dit que le rapport du Secrétaire général est une récapitulation détaillée des méthodes qui permettraient aux Nations Unies d'élargir leurs activités en vue de promouvoir le développement industriel. Toutefois, les délégations ne semblent pas être d'accord sur les propositions présentées dans le rapport.

13. Le représentant de la France a émis l'avis qu'il serait peut-être préférable de permettre au Programme des Nations Unies pour le développement d'étendre ses activités en matière de développement industriel et d'attendre pour prendre une décision touchant la création d'une institution spécialisée que les résultats de cette expansion se soient manifestés. D'autres délégations ont exprimé la crainte que le désir général d'obtenir une industrialisation rapide ne fasse négliger la nécessité d'améliorer l'agriculture dans les pays en voie de développement. Quoi qu'il en soit, le mémoire du Secrétaire général intitulé "A mi-chemin dans la Décennie des Nations Unies pour le développement" (E/4071) démontre clairement que les pays en voie de développement ne peuvent pas se permettre d'attendre; comme le dit le Secrétaire général dans ce mémoire, la misère de ces pays risque de s'accroître au cours de la seconde moitié de la Décennie et seul un investissement massif au profit de leur développement économique pourra les empêcher de perdre jusqu'aux maigres bénéfices qu'ils ont réalisés. Ces pays n'attendent pas d'une institution spécialisée pour le développement industriel qu'elle résolve leurs problèmes du jour au lendemain mais, à leur avis, le fait même que les Nations Unies s'occupent de l'investissement dans le domaine de l'industrialisation et de la coordination de l'assistance bilatérale à cette fin serait un stimulant psychologique à la fois pour les pays en voie de développement et pour les pays développés.

14. Un grand nombre de pays développés ont annoncé précédemment qu'ils ne seraient pas en mesure de verser des contributions plus importantes au nouveau Programme des Nations Unies pour le développement. Toutefois, la délégation iranienne note avec intérêt que les pays développés auteurs du projet de résolution A/C.2/L.809 reconnaissent qu'il serait possible d'élargir les fonctions du Centre de développement industriel pour lui permettre d'entreprendre de nouvelles activités opérationnelles et que ces pays sont disposés à verser des contributions volontaires pour financer les activités en question. Les propositions soumises dans le projet de résolution A/C.2/L.805 ne sont pas aussi différentes qu'elles pourraient le sembler à première vue de celles qui figurent dans le projet de résolution A/C.2/L.809, puisque plusieurs pays développés, tout au moins, reconnaissent qu'il faudrait consacrer des fonds supplémentaires au développement industriel. Par conséquent, la délégation iranienne espère qu'il sera possible de concilier les différents points de vue dans le cadre d'un seul projet de résolution.

15. M. BARIGYE (Ouganda) souligne, à propos du projet de résolution A/C.2/L.809, que sa délégation

n'a rien à redire aux parties du dispositif qui traitent de l'expansion des activités du Centre de développement industriel et qu'elle ne voit pas pourquoi il ne serait pas possible d'incorporer les passages en question dans le projet de résolution A/C.2/L.805. Le préambule comporte cependant un grand nombre de points que la délégation ougandaise ne saurait accepter. Elle ne conteste certes pas que les demandes d'assistance en matière de développement industriel présentées par les pays en voie de développement sont peu nombreuses, mais elle a des objections particulières à l'inclusion du septième alinéa du préambule. Si les auteurs veulent démontrer qu'il n'y a pas lieu d'élargir le Centre de développement industriel autant que certains pourraient le souhaiter et que les services industriels spéciaux suffiraient aux besoins des pays en voie de développement, le représentant de l'Ouganda est profondément opposé à leur thèse. Si le préambule doit contenir un alinéa de ce genre, il faudrait indiquer les raisons pour lesquelles les pays en voie de développement n'ont pas tiré avantage des services fournis. Ces pays sont impatients de s'industrialiser aussi rapidement que possible mais, s'ils veulent créer une industrie, ils doivent rechercher l'assistance d'industriels privés ou des gouvernements des pays développés. Si ces industriels ou ces gouvernements décident de créer l'industrie en question, ils ont les connaissances techniques nécessaires sans avoir besoin pour cela de faire appel au Centre. Le représentant de l'Ouganda ne veut pas minimiser la valeur des services du Centre mais il importe d'adopter une attitude réaliste. Les cycles d'études régionaux et interrégionaux peuvent certes fournir aux administrateurs et aux techniciens les renseignements requis sur les mesures à appliquer et les techniques à utiliser, mais ils ne sauraient fournir les capitaux nécessaires. Les services décrits au paragraphe 10 du document A/6070 sont tous extrêmement précieux; toutefois, ils ne présentent guère d'utilité si les Nations Unies ne sont pas disposées à s'attaquer au problème de l'investissement. Un pays en voie de développement pourrait, par exemple, demander au Centre d'examiner la possibilité de créer une industrie déterminée; mais il devrait ensuite trouver les capitaux nécessaires et, s'il y parvenait, les industriels et les gouvernements effectueraient leurs propres enquêtes.

16. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation ougandaise a appuyé le projet d'établissement d'un fonds d'équipement et souhaite la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. Tant qu'un tel fonds ne sera pas créé et que le Centre de développement industriel, ou l'institution dont il s'agit, ne pourront effectivement commencer à mettre sur pied des industries, leurs services ne seront jamais pleinement utilisés. Le dispositif du projet de résolution A/C.2/L.809 ne dissiperait pas l'inquiétude exprimée au septième alinéa du préambule: quelle que soit l'importance du transfert des connaissances et des compétences dans le domaine des techniques les plus modernes, les pays en voie de développement n'en continueront pas moins d'attendre leur industrialisation.

17. Le représentant de l'Ouganda ne saurait davantage souscrire à l'idée exposée dans le sixième alinéa du préambule, à savoir que l'augmentation des res-

sources du Centre de développement industriel assurerait "une base solide pour l'intensification des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel". Les services industriels spéciaux constitueraient certes une amélioration et correspondraient dans une certaine mesure aux vues du Comité consultatif d'experts mentionné au sixième alinéa du préambule, mais ils ne suffiraient pas pour faire face aux besoins des pays en voie de développement et, à cet égard, M. Barigye rappelle la recommandation contenue dans le rapport du Comité consultatif d'experts tendant à ce qu'un organe spécial, que l'on pourrait appeler l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, soit créé et placé sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Secrétaire général (E/3781, annexe VIII). Le représentant de l'Ouganda estime également que le huitième alinéa du préambule est très captieux, car le dispositif du projet de résolution reprend les idées de la section II du rapport du Secrétaire général mentionné dans cet alinéa mais ne tient pas compte de la section I qui traite de la création d'une institution spécialisée.

18. M. Barigye souscrit à l'objectif principal du projet de résolution A/C.2/L.805, mais il estime que ce projet en va pas assez loin. Il ne comprend pas pourquoi il est nécessaire de créer un autre comité chargé de présenter un rapport alors que l'on n'a pas encore donné suite au rapport distribué sous la cote A/5826. Il conviendrait de faire figurer dans le préambule les vues de la Commission sur ce dernier rapport. M. Barigye ne comprend pas non plus ce que l'on entend par "décision finale" au paragraphe 4 du dispositif. S'agit-il d'une décision finale sur la création d'une institution spécialisée, décision qui a déjà été prise au paragraphe 1 du dispositif? Ou d'une décision sur la structure ou les objectifs de l'institution? On ne saurait dire que le projet de résolution constitue un progrès très net et il conviendrait d'amender certains paragraphes du dispositif afin de donner un tableau complet de la situation.

19. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que l'argument avancé par le représentant de l'Ouganda suivant lequel les pays en voie de développement devraient s'adresser aux entreprises industrielles d'Etat ou privées, plutôt qu'aux services industriels spéciaux, pour obtenir l'assistance technique et financière requise, ne signifie pas nécessairement que la solution de ce problème consiste à créer une institution spécialisée. Les institutions spécialisées ne sont pas en mesure de fournir des capitaux et d'autres facilités pour les programmes: l'OMS ne peut pas construire d'hôpitaux, pas plus que l'UNESCO ne peut construire d'écoles. Cette aide à l'équipement est fournie essentiellement dans le cadre d'accords bilatéraux ou de prêts consentis par l'AID à des conditions avantageuses.

20. Ainsi que M. Roosevelt l'a souligné dans sa déclaration concernant la création d'un fonds d'équipement (988ème séance), un des problèmes que poserait l'établissement d'une institution de ce genre serait de trouver des sources de financement. Comme l'a souligné le représentant de l'Union soviétique, les fonds doivent être fournis sur la base de contributions volontaires. A cet égard, M. Roosevelt rap-

pelle la déclaration qu'il a faite lors de la discussion générale (959ème séance), où il demandait une intensification des efforts multilatéraux déployés par l'intermédiaire des institutions existantes pour offrir l'assistance à la fois financière et technique en vue du développement, particulièrement dans les domaines qui devraient être mis en valeur sur une échelle internationale, tels que l'exploration du milieu sous-marin. Il est indispensable de faire face aux réalités de la situation et de rechercher une solution permettant de résoudre le problème à la fois sur le plan financier et sur le plan technique.

21. Les Etats-Unis se rendent parfaitement compte de la nécessité de donner une formation intermédiaire et supérieure au personnel technique venant des pays en voie de développement, et de l'importance d'un essai d'appréciation des besoins futurs de ces pays en techniciens spécialisés dans certaines disciplines particulières. Ces prévisions sont extrêmement difficiles à faire étant donné qu'elles dépendent de la situation économique de ces pays dans 10 ou 20 ans. C'est pourquoi le Gouvernement des Etats-Unis se félicite de l'excellent rapport du Secrétaire général concernant la formation de personnel technique national (E/3901 et Add.1 et 2), qui donne un résumé utile des données disponibles et des mesures que l'on pourrait prendre ensuite. Il faut reconnaître qu'il y a et qu'il y aura des lacunes dans les renseignements tant que les plans de développement ne seront pas plus détaillés et plus complets et que les techniques de la planification en matière de main-d'œuvre liée à la planification du développement n'auront pas été améliorées. Cependant, un certain nombre de pays en voie de développement ont déjà, ou auront bientôt, dressé des inventaires assez détaillés de leurs besoins dans certains domaines techniques. L'ONU et les institutions spécialisées joueront certainement un rôle croissant pour aider les pays en voie de développement à déterminer la meilleure façon de satisfaire leurs demandes pressantes de formation technique dans des domaines particuliers, et pour les conseiller sur les facilités disponibles dans d'autres pays.

22. M. Roosevelt pense qu'il serait très utile pour les Nations Unies et pour les organisations publiques et privées intéressées n'appartenant pas aux Nations Unies de disposer d'un rapport qui résume l'ampleur et la nature de l'assistance accordée par les organismes des Nations Unies aux pays en voie de développement pour les aider à former le personnel technique dont ils ont besoin et pour mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général. En même temps, il espère que l'ONU, les institutions spécialisées et les Etats Membres poursuivront les études supplémentaires, le rassemblement des renseignements donnés par la presse et les travaux de planification, ainsi qu'il est recommandé dans ce rapport. Il attend avec impatience que le Conseil économique et social présente un autre rapport à l'Assemblée sur cet important sujet, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 6 de la résolution 1029 (XXXVII) du Conseil.

23. M. Roosevelt rappelle à la Commission que son pays a joué un rôle déterminant dans le domaine du développement industriel et a grandement contribué

à renforcer l'action des Nations Unies en vue d'accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. Les Etats-Unis ont également appuyé la création du Centre de développement industriel et n'ont cessé d'en préconiser le renforcement, à la fois dans son rôle de coordonnateur global des activités de développement industriel de toutes les institutions reliées aux Nations Unies et dans sa propre tâche qui consiste à accroître le montant de l'assistance accordée aux pays en voie de développement pour la mise en œuvre de programmes et de projets axés directement sur la production industrielle. Un accroissement substantiel des ressources du Centre, y compris le doublement de son personnel, sont envisagés dans un avenir proche, de même que le renforcement des services industriels des commissions économiques régionales. M. Roosevelt espère que le Centre fera en outre appel aux connaissances et à l'expérience d'experts de l'industrie privée, qui pourraient être consultés.

24. Le problème principal qui se pose aux Nations Unies en général et au Centre de développement industriel en particulier est de savoir comment aider les pays en voie de développement à traduire leur désir général et universel d'industrialisation par des projets précis. Bien qu'une assistance soit disponible au titre du Programme des Nations Unies pour le développement, il n'est pas facile de formuler des demandes précises; celles-ci doivent être établies dans les pays en voie de développement eux-mêmes. Ce n'est que sur place que les experts du Centre, agissant en coopération avec les responsables des gouvernements et les hommes d'affaires du pays intéressé, et en liaison étroite avec les commissions économiques régionales et les représentants locaux du Programme des Nations Unies pour le développement, pourraient à la fois déterminer les domaines où l'assistance technique est nécessaire et préparer des plans et des demandes en conséquence. C'est vers ce but que doivent tendre tous les aspects des travaux du Centre, y compris les cycles d'études régionaux et intrarégionaux qu'il organise, ainsi que les études techniques et les programmes de recherches qu'il entreprend. Il est particulièrement important que le Centre ne se laisse pas distancer par les investisseurs privés dans leurs efforts pour accorder une assistance technique et de préinvestissement; son programme, de même que les programmes d'assistance bilatérale, devraient fournir et stimuler des contributions privées dans le domaine du développement industriel.

25. La mise au point d'un programme d'assistance a été trop longtemps retardée par le débat qui se poursuit sur le mécanisme approprié à utiliser. Le Gouvernement des Etats-Unis pense que le Secrétariat

de l'Organisation des Nations Unies est le mieux à même de coordonner les activités d'ensemble dans le domaine du développement industriel entreprises par les diverses institutions spécialisées. Une nouvelle institution spécialisée ne ferait qu'entraîner des frais et des délais supplémentaires. La délégation des Etats-Unis est favorable à une nouvelle révision des arrangements institutionnels mais elle est d'avis que l'accent doit être mis sur le renforcement du mécanisme existant des Nations Unies, notamment en ce qui concerne le Centre de développement industriel. Elle pense également que l'on devrait recourir davantage aux programmes volontaires existants pour fournir une assistance technique et de préinvestissement destinée à l'industrialisation. Les demandes en vue d'une telle assistance pourraient être financées soit par les capitaux existants fournis volontairement ou par les nouveaux moyens de financement spéciaux proposés par le projet de résolution A/C.2/L.809, que la délégation des Etats-Unis appuiera, tout en préférant que les contributions volontaires dont il est question au paragraphe 2 du dispositif soient liées beaucoup plus étroitement encore au Programme des Nations Unies pour le développement.

26. Les deux projets de résolution dont la Commission est saisie ne s'excluent pas et la délégation des Etats-Unis propose que le projet de résolution A/C.2/L.805 soit révisé pour prévoir d'une façon plus générale un nouvel examen du mécanisme approprié permettant la bonne marche des activités des Nations Unies en matière de développement industriel. Cet examen pourrait être confié au Comité du développement industriel, qui serait saisi de toutes les études pertinentes déjà effectuées. Il pourrait alors être possible de combiner les deux textes en un seul projet de résolution qui recevrait une approbation unanime.

27. M. BARIGYE (Ouganda) déclare qu'en parlant de la nécessité pour les pays en voie de développement de recourir aux investissements privés son propos n'était pas — comme on l'a interprété — de faire l'éloge de cette méthode; cette forme de financement présente de nombreux inconvénients. En ce qui concerne les remarques du représentant des Etats-Unis, par exemple que l'OMS ne construit pas d'hôpitaux, le fait est pourtant que des hôpitaux et des écoles sont construits avec des capitaux fournis par des organisations internationales, alors qu'il existe un vide quant au développement industriel. Le représentant des Etats-Unis a demandé où on pourrait trouver les fonds nécessaires: c'est afin de trouver une solution à ce problème que l'Ouganda a appuyé la création d'un fonds d'équipement.

La séance est levée à 18 h 25.

